

505 LN h27 / 6

75

(1940)

A

Cause de résiliation à prévoir dans
les contrats de guerre

(s) CD 16. 4.40 34 VI

Cause de résiliation à prévoir dans les contrats de guerre

QU. VI - Programme de construction

Cause de résiliation à prévoir
dans les contrats de guerre

p. 34

M. ARON. - Ma seconde observation, qui n'est pas liée à l'approbation du ~~programme~~ programme, mais que je crois importante, d'après l'expérience de la dernière guerre, concerne le mode de passation des contrats, et cette observation ~~porte~~ porte également sur les programmes de 1940 et 1941. Je crois qu'il faut étudier avec beaucoup de soins les conditions dans lesquelles des contrats de cette nature doivent être passés. A la fin de la dernière guerre, pendant très peu de temps, j'ai eu l'occasion de m'occuper de la liquidation des marchés de l'aviation et je vous assure que ce n'était pas une ~~très~~ petite affaire. A la fin de la guerre - c'est peut-être un peu prématuré d'en parler - l'Etat français se trouvera en présence d'une masse de contrats dont beaucoup seront devenus inutiles. Par définition, nous devons admettre que le programme actuel, du fait même qu'il répond à des besoins spéciaux de la guerre, pourra devenir sans objet, tout au moins partiellement. Ce que je demande, c'est que, dans les contrats qui seront passés, on prévoit à l'avance les conditions de leur résiliation éventuelle, en prévision de la fin des hostilités, hypothèse qui n'est pas impossible.

M. GRIMPERT. - Nous examinerons cette question quand nous serons saisis des contrats eux-mêmes.

M. LE BESNERAIS. - Dans le cas actuel, je serais plutôt opposé à cette manière de faire, parce que, si l'on prévoit la possibilité d'une résiliation, les constructeurs nous feront des conditions plus onéreuses.

Le programme actuel est rendu nécessaire par la guerre, en ce sens que, d'une part, nous avons besoin de ce fait de plus de matériel et que, d'autre part, son usure sera plus rapide, d'où la nécessité d'un renouvellement plus fréquent. Les programmes 1940 et 1941 comportent la construction d'environ 50.000 wagons pour un parc de l'ordre de 430.000, que nous n'avons pas renouvelé depuis plusieurs années. Nous avons donc un retard de plusieurs années à ~~rattraper~~ ^{rattraper}, de sorte que l'on peut dire que cette commande de 50.000 wagons embrasse les besoins d'une période de dix ans. Renouveler 1/3ème du parc en une dizaine d'années, cela n'a rien d'~~anormal~~ anormal.

M. ARON. - Vous n'êtes pas opposé au principe, mais vous estimez que ce matériel sera nécessaire en tout état de cause et qu'il vaut mieux ne pas prévoir une clause de résiliation qui n'aurait pour effet, à votre avis, que de faire relever les prix.

Oui.
M. LE DESHERAIS. - Une telle clause se paie de toute façon. S'il s'agissait de matériel sanitaire, je serais de votre avis, car la guerre finie, il ne nous servirait plus. Dans le cas d'espèce, au contraire, étant donné l'effectif actuel de notre parc, nous ne risquons pas d'avoir de matériel en excédent.

M. ARON. - Je n'insiste pas sur ce point; mais cette considération reste valable pour d'autres constructions que nous aurons à faire.

M. LE DESHERAIS. - Elle méritait, en effet, d'être signalée.

M. GRIMPET - Des observations qui viennent d'être échangées, il résulte qu'il y a deux questions qu'on peut considérer comme réglées, étant donné les explications fournies par le Directeur Général : la question des wagons de 40 tonnes et la clause de résiliation éventuelle.

M. Aron - D'accord.